

Éditorial

L'inévitable  
«état  
d'urgence»

Claude Ansermoz

Rédacteur en chef



Quand vous osez donner une claque à votre ado, que se passe-t-il? Parce que c'est bien une claque que chaque citoyen vaudois a reçue en pleine figure vendredi. Et, dans ces cas-là, il y a ceux qui se disent qu'elle n'a peut-être pas été donnée gratuitement et pour le plaisir. Et puis il y a les autres. Qui décrètent que ce ne sont surtout pas Maman et Papa État qui vont décider. On n'est pas en Chine, que diable! Eh bien non. On n'est pas en Chine, justement. On est en démocratie et, ici, on ne soude pas les portes pour enfermer les gens chez eux afin d'éviter la propagation du virus et tenter son éradication. Même si cela semble efficace au dire de la propagande officielle. Et on a plutôt envie de citer John Fitzgerald Kennedy, pour le coup: «Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.» Et ce que vous pouvez faire de mieux pour votre État, votre voisin, vos parents, vos grands-parents et vos amis, c'est de rester chez vous autant que faire se peut. Car, pour continuer dans la paraphrase, Pierre-Pascal Rossi en occurrence, telle est la mesure efficace à ce jour «en Suisse et dans le monde à notre connaissance».

«Tenter la difficile mission de l'objectivité sans tomber dans la parano»

Alors, oui, l'État peut quelque chose pour vous. En tout cas, il le tente. Il mobilise l'armée, le monde médical et sécuritaire comme jamais et va fermer les frontières. Votre journal aussi fait ce qu'il peut, en toute humilité. Nos journalistes sont allés sur le terrain tout le week-end pour continuer à vous informer en tentant la difficile mission de l'objectivité sans tomber dans la parano. Oui, peut-être, nous payons le prix du fédéralisme si précieux en cas de beau temps. Il est sans doute temps - un peu comme en temps de guerre avec le général Guisan - que les autorités ne parlent plus que d'une seule voix. Fût-elle bernoise cette fois-ci, pour éviter les paradoxes et les maladroites. L'état de «situation extraordinaire», degré de crise le plus élevé prévu par la loi sur les épidémies, est urgent. Sur tout le territoire, pour clarifier le message. À 15 ans, 25 ans, 50 ans ou 70 ans, on peut être un ado rebelle certain, quelque part, que les mesures drastiques imposées ont quelque chose de ridicule. Mais le ridicule, aujourd'hui, c'est de pas être solidaire.

La photo du jour Les migrants face au coronavirus



Au camp de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, des migrants fabriquent leurs propres masques de protection contre le Covid-19. AP

Réflexions

Pas de propagande «religieuse» dans les gymnases vaudois!

L'invitée

Nadine Richon  
Membre du Réseau  
laïque romand



Alors que le peuple suisse a accepté l'interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle (9 février 2020), un gymnase vaudois, tel que décrit par «24 heures» du 13 février, offre à ses élèves en histoire des religions une visite dans une mosquée dont l'imam dit respecter les homosexuels «en tant que personnes», précisant: «Je n'accepte pas cette pratique, pas pour moi.» Cette vision archaïque d'une «pratique-choisie-discutable», est-ce bien ce que nous voulons présenter à de futurs citoyens? Mais si l'on en croit le professeur accompagnant ces élèves, «nous ne formons pas des citoyens, des laïcs (sic) ou des athées, mais des gens bien informés». Pas comme en France, dit-il. Passons sur la confusion mal informée mais récurrente, hélas, entre laïques et athées, pour en venir à ce qui choque le plus: l'information délivrée par des religieux, dans des lieux tels que mosquées, églises, synagogues, alors que nous pourrions attendre de l'école publique que les propos tenus soient réservés aux seuls historiens des religions. En outre, s'il faut vraiment que des élèves écoutent parler des curés ou des imams, pourquoi pas dans un cadre sans connotation religieuse et sans exclure les libres penseurs? Nous sommes légion en Europe, contrairement à ce qu'un gymnasien «informé» prétend dans cet article: «Je me suis rendu compte que les religions sont omniprésentes.» Mais non, jeune homme, vous vous dites athée, vous pensiez que les religions n'avaient pas d'importance particulière

dans la société, hormis pour leurs croyants respectifs... et vous aviez raison! Cessons de laver les cerveaux de jeunes personnes intelligentes et bienveillantes qui ne demandent qu'à accepter les religieux... jusqu'à leur accorder une «omniprésence» qu'ils n'ont pas et à laquelle ils ne doivent pas prétendre dans nos sociétés sécularisées.

«Cessons de laver les cerveaux de jeunes personnes intelligentes et bienveillantes»

Ensuite, le voile. Le même jeune homme considérerait ce marqueur du sexe féminin «plutôt négativement» et là encore il avait raison! Mais après la visite à la mosquée, ce gymnasien s'est recadré lui-même: «Je me dis qu'il faut le respecter.» Évidemment, il faut respecter les femmes voilées, mais cela ne signifie pas respecter le voile. Il faut pouvoir continuer à dénoncer le voilement des femmes comme sexiste, et bien davantage islamiste qu'islamique, donc partie prenante de ce qui entrave aujourd'hui l'islam, de ce qui fait problème dans ce moment parce que ça participe du patriarcat, du social, du culturel, du politique, tous ces éléments qui pèsent sur la dimension spirituelle (que ce soit le voile ou la conception de l'homosexualité ci-dessus). Le Réseau laïque romand s'insurge contre cette vision angélique des «religions», véhiculée au nom de «l'information», au moment où l'islam politique et d'autres mouvances de type évangélique s'arrogent le droit de se dire indispensables au-delà du cercle de leurs croyants.

Lausanne, amie des enfants, vraiment?

L'invité

Philippe Miauton  
Conseiller communal, président du  
PLR Lausanne



Chaque nouveau parc, balançoire ou place de jeu permet à la Municipalité lausannoise, satisfaite, d'agiter le label «Commune amie des enfants» décerné à la ville en 2012. Las, l'état de délabrement des écoles, domaine crucial pour les 14 000 enfants scolarisés et pour leur futur - sans parler des conditions de travail des enseignants -, désavoue sévèrement ce fameux label communico-marketing. Pire, il en devient même mensonger. Il aura fallu cinq ans d'attente avant que le Conseil communal ne se prononce sur la réponse du Municipal d'extrême gauche Payot à un postulat sur la planification des rénovations et constructions scolaires. Le constat est alarmant! D'ici à 2030, 145 classes supplémentaires seront nécessaires pour répondre à la croissance démographique. Ces dix-sept dernières années, la Ville n'est cependant parvenue à en créer que 107. À cela s'ajoute qu'aujourd'hui Lausanne ne répond toujours pas aux critères de la loi vaudoise sur l'enseignement obligatoire. La vétusté d'un nombre important d'écoles, dont beaucoup présentent par ailleurs une insuffisance d'isolation thermique, apparaît noir sur blanc dans le rapport de la Municipalité. Cette situation est tout simplement incompatible avec l'image d'une ville qui se proclame attachée à l'enfance, à l'écologie, et j'en passe. Comment expliquer que la Ville devise à 410 millions la somme à investir jusqu'en 2040 pour l'assainissement des bâtiments scolaires, alors qu'elle n'a consacré que 133 millions en dix-neuf ans à cette question? À cela s'ajoutent les 450 millions

d'ici à 2030 pour répondre aux besoins liés à la démographie et aux rénovations. Au final, ce sont des centaines de millions qui n'ont pas été investis ces vingt à trente dernières années. Soit l'exacte longévité de la majorité de gauche à la Municipalité! Et que dire de ces montants à l'aune des près de 100 mios dépensés, sans sourciller, chaque année par Lausanne pour l'ensemble de ses subventions? La comparaison est cruelle et donne toute la mesure des priorités financières de la ville. Mais l'urgence est telle et les moyens si peu présents que la Municipalité a dû recourir à une taxe sur l'électricité via un plan climat pour programmer l'assainissement énergétique des bâtiments scolaires. En définitive, elle se voit contrainte d'imposer une nouvelle taxe aux Lausannois pour assumer sa mission, qui aurait pourtant dû relever du budget courant.

«Un énorme gâchis financier, des inégalités croissantes et une urgence coupable»

Ce laxisme budgétaire - dans un domaine aussi vital - oblige la majorité de gauche de la ville, qui tente tant bien que mal de rattraper le temps perdu, à compenser maladroitement l'argent non investi en opérant des choix qui ont comme effet pervers de produire des inégalités de chances entre les quartiers face à l'état de leurs écoles. Inégalités que cette même gauche critique à longueur d'année dans maints autres sujets. Au final, un énorme gâchis financier, des inégalités croissantes et une urgence coupable qui prouvent le désintérêt de la capitale vaudoise sur le dossier des écoles, elle qui est pourtant labellisée - à tort - «Amie des enfants».